

# LE CITOYEN

"LE MONDE APPARTIENT À CELUI QUI EST DEBOUT"

MENSUEL D'OPINION

www.le-citoyen.org | NUMÉRO 7 | Juin 2005

## Le **NON** du peuple de France



**L**e CITOYEN remercie toutes celles et ceux qui, par leur engagement, leur dévouement, leur prise de position ont permis la victoire du NON portée par notre association et le collectif local pour un NON de gauche. Remerciements particuliers au PCF, à la LCR, l'appel des 200, ATTAC, l'UL CGT, le Comité pour un non républicain et à leurs militants qui ont été particulièrement actifs. Bien que la municipalité de Grigny ait été divisée sur le traité de constitution de l'UE, bon nombre d'élus ont rejoint le collectif et se sont impliqués personnellement ou au nom de leur parti. D'autres, à gauche, ont choisi de se murer dans un silence surprenant. La droite UMP locale quant à elle n'a pas mené campagne et s'est bien gardée de prendre position afin, sans doute, de pouvoir une fois le score connu, s'approprier une partie du résultat. Ce manque de courage politique illustre bien la faiblesse de l'UMP locale qui a toujours recours à quelques subterfuges pour tenter de minimiser l'ampleur de sa défaite. Le courage en politique consiste aussi à ne pas cacher ses prises de position et à afficher clairement le camp qui est le sien, ce courage a fait grandement défaut à certains.

SUITE PAGES INTÉRIEURES

## BONNES VACANCES

**L'équipe du citoyen vous donne rendez-vous à la rentrée de septembre... ou avant s'il y a urgence.**

## Surdité et mensonges

*Les français ont exprimé, par un vote massif leur rejet de la politique libérale et de tous les systèmes qui s'y rattachent. Ils ont dit avec force leur défiance à l'égard de la classe politique vieillissante et de la technocratie administrative.*

*Malgré une campagne médiatique toute dévouée aux tenants du oui. Malgré les contre-vérités portées ou relayées par une télévision aux ordres de l'Elysée et de Matignon. Malgré le bourrage de crâne journalier des éditorialistes de la radio publique et privée. Malgré les mensonges du Président de la République... le NON n'a pas faibl  et s'est imposé très majoritairement.*

*C'est une leçon de courage et d'intelligence qu'a donné le peuple de France à tous ceux qui croyaient imposer leur choix par le déploiement de la grosse artillerie politico-médiatique.*

*La plus élémentaire logique démocratique aurait voulu, qu'au plus haut niveau de l'Etat, le président de la République devienne le relais et le défenseur des exigences populaires, en France et dans les autres pays européens.*

*Ce n'est malheureusement pas ce qui s'est passé et l'arrogance de l'UMP et des tenants du oui est une insulte à la démocratie et au suffrage universel. Cette provocation fait courir de graves menaces à la cohésion sociale de notre pays et se retournera, immanquablement, contre ceux qui en sont les initiateurs.*

*Quand un Etat ne respecte plus le choix des urnes et fait l'inverse de ce qui a été décidé par le peuple, cela porte un nom : la dictature.*

*C'est dans cette voie que s'engage la France.*

RENÉ BALME  
rbalme@wanadoo.fr

## SOMMAIRE

NOTRE VICTOIRE	PAGE 2
RÉACTION D'ÉLUS	PAGE 3
L'ACTUALITÉ	PAGE 4



### LE COLLECTIF AUTOUR DU NON DE GAUCHE SE STRUCTURE.

**Le mardi 7 juin, le collectif pour le NON de gauche s'est à nouveau réuni en assemblée générale, en mairie de Grigny, et a décidé à l'unanimité de se structurer en association loi 1901 qui portera désormais le nom de « Collectif Autour du NON de Gauche », avec pour président Christian CASTRO.**  
**Assemblée générale le 22 juin   18 h 30 salle Jean-Macé   Grigny**



## en bref

### UMP LOCALE

Georges Fenech s'amuse à énerver Martial Passi. Comme s'il n'y avait pas mieux à faire en ces temps où la libéralisation des services publics est en marche. Si Georges Fenech s'ennuie à ce point, il aurait pu consacrer un peu de son temps de parlementaire pour aller consulter les "offres de libéralisation des services (publics)". La consultation du document était ouverte du 18 au 25 mai 2005, sur rendez-vous (au 01 44 87 20 30). Il aurait pu, ainsi, informer les élus locaux de ce qui se trame dans les coulisses de l'OMC!

### AVIS CHANGEANT

Jean-François Gagneur a eu du mal à se décider! P'têt ben que oui, p'têt ben que non! En fait après avoir été un partisan du non, il s'est rallié à la ligne officielle de son parti et a choisi le camp du oui. Il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'avis! Quoi que... peut-être que ce ralliement de dernière minute était la condition impérative pour qu'il puisse être le candidat du PS aux prochaines législatives. Mauvais cheval Jeff! Mauvais cheval...

### COUP FOURRÉ

L'UMP apporte son soutien aux verts! L'élue "verte" de Grigny brille par son absence au conseil municipal depuis 2001. Elle ne relève plus sa boîte à lettres et ne se tient pas informée de la vie municipale. Cela ne l'empêche nullement de critiquer le maire ou la municipalité et de véhiculer des propos mensongers. René BALME lui a rappelé - dans un courrier dont la copie a été envoyée au secrétaire départemental de ce parti et au président du groupe des verts à la Région - un certain nombre de vérités premières qui n'ont pas été du goût de l'élue et du groupe des verts à la CCRS. Le CITOYEN conçoit qu'il est dur de balayer devant sa porte. Dans sa dernière tribune libre l'UMP locale et Chipier qui est sans doute à la recherche d'amis, vole au secours de l'élue verte. La recomposition politique est en route!

### J'AI LA GUITARE...

Pendant que les élus de gauche menaient campagne pour le NON et poursuivaient l'explication d'un texte parfaitement illisible, le député Fenech jouait de la guitare, nous apprend-on dans la presse locale. Le lendemain la même presse qui a été fort silencieuse lors de la campagne électorale, nous informe que le même Fenech a publié un livre sur... le rôle du juge! Nostalgie quand tu nous tiens! Il serait peut-être temps de rappeler à notre écrivain mélomane qu'il est aussi et surtout député de la 11ème circonscription et que cette fonction qui lui confère certes l'immunité, requiert, aussi une obligation de proximité un peu moins sélective... et de résultats.

# PERSONNE N'A LE DROIT DE S'APPROPRIER NOTRE VICTOIRE

Lors du meeting de fin de campagne, René BALME a invité toutes les composantes du collectif pour un NON de gauche à Grigny et plus largement dans le sud du département à se saisir de la victoire collective du non au projet de constitution et à s'organiser pour créer des comités de vigilance citoyenne.

## POLITIQUE

**L**a campagne pour le non, sur la commune de Grigny et au-delà sur l'agglomération et le Sud du département a été riche, diversifiée, dynamique, en un mot : exemplaire.

*Nous le devons à la prise de conscience de ces hommes et de ces femmes qui ne supportent plus les mensonges médiatiques ou politiques et qui ont décidé de donner un coup d'arrêt au libéralisme galopant en s'engageant contre la constitution européenne...*

*Ce fut, et il faut le souligner, une campagne essentiellement citoyenne où les élus ont été - pour ce qui concerne le sud du département - plutôt discrets. Je regrette ce manque de courage politique tout en saluant ceux qui se sont investis et qui l'ont fait avec passion et conviction en respectant la diversité des idées et des courants de pensée et en donnant la parole à tous ceux qui la demandaient.*

*Jamais un tel degré d'implication, une telle prise de conscience ne s'étaient manifestés dans notre pays. C'est à la fois très encourageant pour l'avenir et dangereux si nous ne sommes pas en mesure - nous tous, rassemblés à cette tribune, partis politiques, associations ou élus - de donner une suite cohérente à cette forte mobilisation. Une suite qui débouche sur un véritable changement de société assortie d'un changement radical de la manière de faire de la politique.*

*Rien ne nous a été épargné dans le camp du oui tout au long des dernières semaines. Les mensonges les plus grossiers ont servi d'arguments de campagne, y compris au Président de la République qui le soir de son intervention télévisée du 3 mai a énoncé 23 bobards repris par l'hebdomadaire Politis. Ce soir là les journalistes ont laissé dire et se sont fait les complices de la contre vérité et du mensonge comme ils ont su le faire tout au long de cette campagne.*

*Les médias menteurs n'ont jamais aussi bien porté leur nom. Ils ont fait la démonstration qu'il étaient complètement acquis au pouvoir libéral en place ; ils ont démontré que la désinformation systématique et méthodique faisait partie de leur ligne éditoriale et que la déontologie de la presse n'était qu'un vieux souvenir relayé aux oubliettes de la liberté d'expression.*

*Exception faite de l'Humanité, de Politis, du Monde Diplomatique et de quelques rares magazines, la presse a délibérément pris fait et cause pour le oui. Heureusement qu'Internet, ce formidable outil que Grigny ne cesse de promouvoir, a permis de porter les idées du NON, de les vulgariser et de les diffuser très largement auprès du plus grand nombre. Internet que le pouvoir voudrait bien verrouiller et qu'il va falloir s'empresser de défendre pour qu'il reste*



De gauche à droite : Christiane Chevillard, 1ère adjointe, René Balme, maire, Daniel Royer, adjoint et président du CITOYEN, Michel Vaissière, adjoint.

*cet espace de liberté et d'information qui a été notre outil de communication, à nous, les porteurs du NON.*

*Cette campagne nous a donné raison, à Grigny et à la municipalité qui depuis quelques années dans ses rencontres citoyennes dénonce les abus du libéralisme extrême. Je me souviens avoir été traité de dangereux parano, par l'UMP, lors d'un conseil municipal alors que je dénonçais la pensée unique et les mensonges médiatiques ; je me souviens avoir été traité d'extrémiste obsessionnel, toujours par l'UMP, alors que je dénonçais la dictature économico-financière mise en place par l'OMC et plus particulièrement à travers l'AGCS. Je me souviens avoir été avec mes collègues élus du Réseau national des élus et collectivités hors AGCS les premiers à dénoncer la directive Bolkestein sans avoir un grand écho dans la presse et chez les grandes formations politiques de gauche, excepté le PC.*

*La liste serait longue mes camarades... Et aujourd'hui, tout ce que nous avons dit, tout ce que nous avons annoncé se dévoile, grâce aux formidables relais que nous avons su mettre en œuvre partout en France. Cela démontre deux choses essentielles : qu'il n'est jamais inutile de prêcher dans le désert quand on sait avoir raison et que lorsqu'un événement sert de catalyseur et mobilise une somme d'intelligence considérable, le peuple est capable de rentrer en résistance et devient hermétique au bourrage de crâne médiatico-politique.*

*C'est une leçon formidable d'espoir et d'optimisme. La démonstration est désormais faite que la France, pays des Lumières et de la révolution de 1789 ; la France pays de résistances et de la déclaration des droits de l'homme n'est pas prête de renier ses valeurs essentielles de liberté, d'égalité et de fraternité. Et que l'on ne nous dise plus que nous sommes contre l'Europe, que l'on ne nous dise*

*plus que nous sommes des irresponsables gauchistes rouges-bruns - j'ai été personnellement accusé d'être un rouge-brun pour m'être engagé dans la défense du peuple palestinien ; que l'on ne nous accuse plus de nous tromper de scrutin ou d'adversaire.*

*Nous savons pertinemment pourquoi nous votons NON et nous le savons d'autant plus que nous sommes des européens convaincus. Nous sommes pour une Europe des nations, pour une Europe des peuples, pour une Europe sociale et fraternelle. Nous sommes pour une Europe laïque et démocratique. Nous sommes pour une Europe où le pouvoir du parlement prime sur celui des technocrates. Nous sommes pour une Europe qui a les pleins pouvoirs sur sa monnaie et sa défense. Nous sommes pour une Europe de la transparence et qui défend les services publics. Nous sommes pour une Europe qui renforce le pouvoir des élus du peuple à tous les échelons de décision... Et si cette Europe-là nécessite d'avoir une constitution que l'on demande au peuple et à ses représentants de la rédiger ! Ils ont prouvé qu'ils étaient suffisamment intelligents pour le faire.*

*Profitez de cette victoire du NON, dès lundi, pour demander une remise à plat d'un certain nombre de directives et pas seulement de celle qui porte le nom de Bolkestein. Exigeons, aussi, l'entière transparence, et à tous les échelons de décision européens afin de ne jamais être mis devant le fait accompli. Emparons-nous de l'Europe en mettant en place un véritable observatoire de l'Europe qui aurait pour mission d'informer le plus grand nombre sur ce qui se passe à Bruxelles et d'analyser les décisions européennes pour en dénoncer le contenu avant qu'elles soient mises en œuvre.*

*Nous en avons les moyens humains, technologiques, politiques et intellectuels. Prenons appui sur les collectifs pour le*

*NON. Transformons-les en véritables forces de proposition et d'analyse et interpellons nos élus, tous nos élus, quelle que soit leur couleur politique. Exigeons de la classe politique qu'elle rende des comptes non plus à ses formations politiques ou à ses électeurs mais au peuple de France. Soyons exigeants pour que dans chaque programme, municipal, départemental, régional national soumis au suffrage des électeurs il soit pris l'engagement de placer l'être humain, le bien commun et le service public au centre de toutes les préoccupations. Exigeons qu'il en soit de même pour l'Europe.*

*Notre préoccupation doit être l'Homme, rien que l'homme et non pas la concurrence "libre et non faussée".*

*Il nous est permis désormais de rêver et d'envisager une autre monde. Un monde que nous ne savons pas encore car il reste à réinventer. Même si nous avons fait la démonstration que nous sommes les plus nombreux à le vouloir, nous sommes conscients, aussi, que le plus dur reste à accomplir.*

*Dimanche, la victoire appartiendra à toutes celles et ceux qui se sont investis pour faire gagner le NON tout au long des semaines écoulées. Personne ne pourra et n'aura le droit de s'approprier le bénéfice de cette victoire. Elle sera un patrimoine commun et j'invite d'ores et déjà l'ensemble des composantes du collectif pour un NON de gauche et les citoyens qui le soutiennent à se retrouver pour définir, ensemble, la suite à donner à notre combat et mettre en place une organisation capable de faire vivre ce formidable élan citoyen.*

*Quand le peuple s'empare de la politique, de grandes choses sont possibles, bâtissons-les ensemble.*

René BALME

# CHIRAC ET L'UMP SONT SOURDS

Le décompte des bulletins était tout juste terminé quand le Président Chirac se fendit d'un très solennel « J'ai entendu la voix de la France ». Sauf que, le lendemain, il avait déjà tout oublié et nommait Dominique de Galouzeau de Villepin à la tête du gouvernement en s'empressant d'annoncer dans la foulée que Nicolas Sarkozy de Nagy-Bocsa, dit Nicolas Sarkozy serait N° 2 de ce gouvernement et occuperait le fauteuil de ministre de l'intérieur. Manifestement le sonotone ne devait pas être tout à fait réglé puisque, hormis le départ du Sphynx du Haut Poitou, on prend les mêmes et on recommence !

## DÉNI DE DÉMOCRATIE

**Si la situation n'était pas grave, elle serait risible. Malheureusement, un tel mépris pour la démocratie et pour le peuple de France nous laisse penser que le but recherché est peut-être l'émeute !**

Le peuple de France a fait entendre sa voix. Nous devrions dire ses voix.

A 55 % il s'est prononcé contre la constitution Giscard.

A 55 % il s'est prononcé contre le libéralisme que représente la chiraquie et l'UMP réunis.

A 55 % il a dit qu'il voulait une autre politique, une autre société, un autre destin.

La Hollande a fait le même choix avec 62 % des suffrages.

Chirac n'a pas entendu, l'UMP n'a pas entendu, les technocrates n'ont pas entendu, le MEDEF n'a pas entendu... et le peuple n'est pas encore dans la rue !

On ne peut pas traiter indéfiniment le peuple avec autant de mépris et d'arrogance. On ne peut pas voler une victoire acquise contre l'ensemble de la presse et des médias. On ne peut pas continuer sur cette voie qui nous paraît être suicidaire et dangereuse pour la démocratie.

Certains nous ont dit : Chirac doit se soumettre ou se démettre. Il n'a fait ni l'un ni l'autre et la riposte se fait attendre !

Mardi 31 mai, le collectif local pour un non a gauche s'est réuni et a décidé de poursuivre ses travaux en se réunissant toutes les semaines à Grigny. Nous avons été 35 à prendre cet engagement pour tenter de construire quelque chose qui respecte les exigences des électeurs.

Nous avons avancé deux grandes idées. L'une consisterait à créer un comité de vigilance local chargé de contrôler l'activité politique des élus, de tous les élus en leur demandant de rendre des comptes au peuple qui les a élus. Ce comité de vigilance ayant en charge de porter les exigences des citoyens dans les programmes politiques pour les prochaines échéances électorales.

La deuxième, plus ambitieuse, consisterait en la création d'un obser-

vatoire de l'Europe chargé de contrôler l'activité européenne et de dévoiler les coups tordus des technocrates et autres commissaires qui, aujourd'hui, n'ont de comptes à rendre à personne.

Ces deux structures pourraient travailler à la construction d'un véritable projet de société basé sur nos valeurs communes qui ont été largement plébiscitées lors du référendum.

Faut-il rappeler que la 11ème circonscription, dont Fenech a oublié depuis longtemps qu'il en est le député a voté massivement pour le NON ?

Faut-il rappeler que dans cette circonscription 3 cantons sur 4 ont porté haut les couleurs du NON ?

Il est vrai que le canton de Mornant qui est le seul à s'être prononcé pour le oui avait deux handicaps majeurs pour faire gagner le NON puisque le conseiller général de droite et le maire socialiste de Mornant appelaient de concert à voter pour le oui !

On a les amis que l'on mérite et l'isolement que l'on choisit, nous direz vous !

nous pensons que les électeurs se souviendront de ces alliances contre nature le moment venu, d'autant que ce moment risque d'être plus proche qu'on ne l'imagine.

Nous sommes persuadés, pour notre part, que le changement de société doit commencer à l'échelon local pour se propager aux autres échelons et que les élus locaux ont un rôle essentiel à jouer.

Nous considérons qu'un élu local qui se dit être proche du peuple et de ses administrés n'a pas le droit de les trahir en se compromettant dans des alliances politiciennes qui discréditent la politique et les élus que nous sommes.

" Il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'avis ". C'est sans doute derrière cet adage que se faufile le secrétaire de la section socialiste de Givors-Grigny qui après avoir choisi le



camp du NON a fait un revirement spectaculaire pour choisir celui du oui.

Combien sont-ils dans ce cas là et combien sont-ils qui sont restés discrets et qui ne sont sortis de l'ombre que dans les derniers jours pour tenter de rafler la mise à l'image de l'inénarrable Fabius.

Sur Grigny nous avons été de ceux qui depuis toujours se sont prononcés contre ce projet ultra-libéral. Nous l'avons défendu bec et ongles, sans arrière-pensée politicienne ou opportuniste. Nous l'avons défendu parce que depuis tout ce temps où nous étudions les rouages de l'OMC nous avons bien compris ce qui se cachait à l'intérieur et qui ressemble étrangement au contenu de l'AGCS ou de certaines directives dont la célèbre Bolkestein.

A Grigny, avec les élus communistes, républicains et citoyens, avec nos amis du CITOYEN, nous avons la prétention de faire de la politique, de la vraie, au sens noble du terme. De celle qui fait que l'on mouille sa chemise sur les marchés, à la sortie des écoles, dans les réunions publiques, dans les rencontres citoyennes de la même manière que nous le faisons au niveau national pour défendre le service public ou le bien commun.

Nous sommes de ceux qui nous engageons politiquement contre les expulsions, les OGM, l'AGCS, les fermetures de classes ou contre toutes les guerres.

Nous prenons des positions publiques qui vont à contre-courant de la pensée unique et qui perturbent le ronronnement préfectoral. Et les habitants nous suivent comme ils nous ont suivi à 69% le dimanche 29 mai.

Et c'est parce que les habitants nous font confiance et apprécient notre engagement que les représentants de l'Etat voudraient nous empêcher de faire de la politique en nous déferant devant le Tribunal Administratif pour nous cantonner dans un rôle administratif. C'est peine perdue car nous

avons été élus sur un programme municipal qui défendait des valeurs humanistes et nous entendons bien mener à terme ce programme et continuer à faire de la politique au sens noble du terme.

Le plus dur reste à faire. Le Chef de l'Etat s'est doté d'un gouvernement qui marie la carpe et le lapin. Il l'a fait contraint et forcé car, de ce que nous pouvons savoir, les candidats aux portefeuilles ministériels ne se bousculaient pas - exception faite de quelques porteurs d'ego surdimensionné. C'est donc un gouvernement par défaut, tout aussi libéral que le précédent et dont il ne faut rien attendre si ce n'est des effets d'annonces assortis de gestulations sarkozziennes.

Le retour de Sarkozy à l'intérieur - qui est un signe en direction de l'ex-

trême droite - n'est pas fait pour nous rassurer et doit nous faire craindre pour la liberté en général et la liberté d'expression en particulier.

Il y a donc lieu, plus que jamais, de rester attentif à la situation, de ne pas relâcher la pression et de se tenir prêt à toute éventualité. En effet, les provocations ne cessent de se multiplier à tous les niveaux et les médias poursuivent leur travail de désinformation à grande échelle.

Quand au plus haut sommet de l'Etat on demeure sourd aux appels du peuple et quand la démocratie est bafouée à ce point, La résistance doit s'organiser.

Les élus de Grigny  
adhérents au CITOYEN

## Résultats

- GRIGNY : NON : 68,76 % - OUI : 31,24 %
- GIVORS : NON : 72,01 % - OUI : 27,99 %
- 11 ème CIRCONSCRIPTION : NON : 53,64 % - OUI : 46,54 %
- CANTON DE GIVORS : NON : 62,87 % - OUI : 37,83 %
- CANTON DE ST SYMPHORIEN D'OZON : NON : 53,88 % - OUI : 46,13 %
- CANTON DE CONDRIEU : NON : 53,63 % - OUI : 37,83 %
- CANTON DE MORNANT : NON : 44,26 % - OUI : 55,74 %

Georges Fenech, et quelques autres tenants du oui sortent très affaiblis de cette consultation électorale qui place la 11ème circonscription dans le camp du NON de manière plus qu'honorable. Des villes historiquement tenues par la droite réalisent des scores remarquables laissant présager un glissement vers la gauche, ce qui n'est pas fait pour nous déplaire. Il conviendra de concrétiser cette attente des populations dans les prochaines consultations électora-

## en France

### DANY LE ROSE

Il est des soirs dont on voudrait qu'ils se prolongent à l'infini, qu'aucun matin ne vienne en troubler la douce quiétude. C'est sans doute ce que se sont dit les tenants du oui à la Constitution au lendemain du 29 mai. On a la gueule de bois qu'on mérite et il faut en accepter au matin les ravages. Les Hollande, Royal, Strauss-kahn et autre Bayrou nous ont montré le lendemain qu'ils avaient décidément le vin mauvais. En cette fin de journée maudite, les masques ont fondu et ces gens bien élevés, à la respectabilité lisse, se sont lâchés, libérant le fiel, se comportant comme le plus obtus des soudards promettant des lendemains qui déchantent à ces néo bolcheviks. A ce jeu, Cohn-Bendit a été simplement lamentable. Parlant plus fort que les autres, il s'est montré tour à tour condescendant, agressif, faussement candide. Dany le Rouge a beaucoup, beaucoup rosi. Indigne, il ne craint pas de frapper au-dessous de la ceinture. Mais en politique, comme sur un ring, il y a un arbitre qui sanctionne les tricheurs. En renvoyant ce triste sire dans les cordes, le peuple de France lui a exprimé son sentiment. Un vieux clown qui remonte sur scène et qui bataille pour retrouver son lustre d'antan est pathétique. Un ancien révolutionnaire qui crache sur son passé mérite de s'en étrangler.

AMSZEK

### SOUTIEN DE R. BALME AU MAIRE DE VARAGES

Le maire socialiste de Varages dans le var et son conseil municipal, à l'unanimité, avaient décidé le 29 mars dernier, l'achat des murs et du terrain de la manufacture des Lauriers, une affaire familiale de fabrication de vaisselle qui emploie 85 personnes dans le canton. Pour seulement 1,1 million d'euros (80 % de la somme étant apporté en subvention par le conseil régional et le conseil général) la municipalité voulait se rendre propriétaire de 1,3 hectare en plein coeur d'un village situé à 20 kilomètres à peine du CEA de Cadarache, site probable de l'implantation d'ITER, donc synonyme de l'arrivée espérée dans cette zone rurale du Verdon de centaines de nouveaux habitants. La chambre régionale des comptes saisie par le préfet du Var a déclaré « non sincère » le budget communal.

Mon cher Michel,

J'ai appris par la presse ta décision de mener une grève de la faim pour dénoncer l'arbitraire du préfet.

En ma qualité de maire de Grigny, mais aussi de Secrétaire Général du Réseau des élus et collectivités Hors AGCS je tiens à te faire part de mon plus grand soutien pour cette initiative.

Il faut exiger que les préfets, représentants de l'État, cessent de harceler les maires que nous sommes dans le but de nous empêcher de faire de la politique au sens noble du terme. Il faut, aussi exiger que cesse, de leur part, ce harcèlement textuel destiné à nier la représentativité issue du suffrage universel.

Car c'est bien de cela dont il s'agit aujourd'hui : la remise en cause de ton mandat d'élu du peuple et des prérogatives qui en découlent.

Ton combat pour la sauvegarde de l'emploi est juste et ne saurait être perturbé par des technocrates qui ne savent rien, ou très peu, de la souffrance du peuple de France. Les décisions d'un conseil municipal sont souveraines et ne peuvent être, sans cesse, remises en cause sous peine de porter atteinte au suffrage universel en le remplaçant par un autoritarisme administratif qui rappelle les heures les plus sombres qu'ait connues la France.

Le suffrage universel, dimanche, a d'autre part, clairement exprimé le choix des Français, en même temps qu'il officialisait une défiance envers les dirigeants politiques, les administrations et les technocrates. Ce message, qui n'a toujours pas été entendu par le Président de la République, nous oblige, nous, élus du peuple à entrer en résistance et peut-être, demain nous poussera à la désobéissance civile.

### DROITE BLEUE, DROITE ROSE

En langage académique, on dirait de Jacques Chirac qu'il affirme clairement son mépris pour la France et les Français et notamment pour ceux qui, des élections régionales aux européennes en passant par le « non » au référendum contre la constitution, lui ont signifié leur désaccord.

En langage plus trivial mais ô combien plus vrai, on dirait que Chirac nous emmerde. Et assoit son auguste fessier sur ces citoyens de la France d'en bas qui ont l'outrecuidance de lui exprimer leur opposition. « Ça m'en bouge une sans me secouer l'autre » a coutume de dire le paillard de l'Elysée. Il semble que cela soit chez lui un état permanent puisqu'au lendemain de la gifle du 29 mai, l'homme n'a puni que quelques lampistes comme Barnier, Fillon et autres Devidjian et bien sûr Raffarin pour lesquels, entre parenthèses, nous n'éprouverons pas la moindre commisération, pour confirmer Alliot-Marie et Breton, et cerise sur le gâteau Sarkozy sans oublier le très charismatique Douste-Blazy.

Bref, d'authentiques révolutionnaires qui se donnent par la voix de leur premier ministre 100 jours pour remettre de l'ordre dans la maison. Le manque de sérieux de ces rodomontades a fait ricaner tous les économistes de France.

Dans le genre comique, et par delà ses déboires conjugaux, Sarkozy s'est montré irrésistible dans son rôle de justicier lorsque se trouvant à Perpignan, il a fait la leçon à un pauvre bougre hagar qui écoutait sans comprendre pourquoi c'est à lui qu'on s'adressait, contraint qu'il était de subir les coups de menton virils du Ministre. Il est vrai qu'on place sa virilité où on peut.

À la rubrique adultère, François Hollande fait, lui, un parfait cocu de l'histoire. Lui et ses sbires se sont montrés particulièrement odieux au lendemain de la défaite. À commencer par sa compagne dont on n'ignorait certes pas que « le capital » ne constitue pas son livre de chevet mais dont on a découvert le pouvoir de nuisance et la malveillance.

Bien sûr, nous n'étions pas dupes des orientations politiques de plus en plus centristes pour ne pas dire droitières du parti socialiste, mais en cette belle fin de mois de mai, ce dont nous sommes à peu près sûrs, c'est que le PS a perdu, et ce de manière définitive, un certain nombre d'électeurs de gauche qui votaient pour lui au second tour des diverses élections. Certes, ce n'était souvent qu'un vote par défaut, « pour faire barrage à la droite » entendions-nous souvent, mais entre la droite rose et la droite bleue, doit-on absolument choisir ?

AMSZEK

## dans Grigny

### M'SIEUR, IL FAIT QUE DE M'EMBÊTER !

Dans une tribune libre au larmolement pathétique, publiée dans le dernier Grigny Magazine, Chipier, Odo et les autres UMP, élus dans l'opposition municipale, se plaignent d'être quelque peu malmenés par le Maire, le CITOYEN et quelques élus de la majorité. "Bichette" comme on dit dans le Lyonnais, voila que nos édiles de droite nous la jouent enfants battus et volent au secours de toutes celles et ceux qui se font rappeler, par courrier ou oralement quelques vérités premières qui ne sont pas toujours bonnes à entendre ou à lire. Hé, oui, compagnons, la politique n'est pas un long fleuve tranquille et le meilleur moyen de ne pas avoir de reproches c'est sans doute de n'avoir rien à se reprocher ! Ce qui n'est manifestement pas le cas de notre UMP qui accumule les bourdes et est en passe de devenir championne dans l'art de la provocation. Il est vrai que quand on n'a pas grand chose à dire et que l'on comptabilise sans cesse les années passées dans l'opposition pour en arriver au chiffre évocateur de 27... ans, on est en droit d'avoir un peu le blues. Mais de là à vouloir passer pour des martyres, tout de même les gars ! Faudrait pas confondre débat démocratique un peu musclé avec harcèlement moral ! Où bien il va falloir sérieusement s'interroger sur votre capacité à faire de la politique et à assumer votre rôle d'opposants... historiques !

### Adhésion

L'adhésion à l'association est de 15 euros par an et comprend l'abonnement au mensuel **Le CITOYEN**.

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Envoyez ce coupon accompagné de votre règlement à : **Le CITOYEN** BP 40027 69520 Grigny France. Chèque à l'ordre de Association **Le CITOYEN**.

### LA HAINE ORDINAIRE

Faut-il mettre en avant les quelques excités du bocal qui tiennent lieu d'opposition municipale à Givors ? Nous préférons ne pas le faire, sauf que, il est des écrits dont les relents extrémistes ont envahi Grigny et il est de notre devoir de réagir. Dans un tract Signé Ribeyre et Brahmî, il est fait état de la construction future de la salle de prière intercommunale à la frontière de nos deux villes. De concert le maire de Grigny et de Givors ont poussé ce dossier pour qu'il trouve rapidement une issue favorable, ce qui n'est pas du goût de ceux qui sont en passe de siéger à droite de la droite et qui fustigent une initiative fraternelle et d'ouverture en direction d'une communauté porteuse de valeurs beaucoup plus nobles que les idées véhiculées par le tandem pré-cité. Pour fêter le centenaire de la loi de 1905, la main tendue vers la communauté musulmane mériterait beaucoup plus de considération de la part de cette frange de l'opposition.

### NOUVEL ARRÊTÉ ANTI EXPULSIONS

Les maires de Grigny et de Vénissieux avaient invité leurs homologues du département à une conférence de presse pour s'élever contre la pratique des expulsions et des saisies chez les plus démunis. Seules les villes de Grigny, Vénissieux, Pierre-Bénite, Vaulx-en-Velin et Givors avaient répondu à l'invitation. Lors de son intervention, René Balme a affirmé que la municipalité de Grigny entendait bien poursuivre son engagement contre cette pratique d'un autre âge qui consiste à jeter à la rue des personnes démunies et en grande souffrance. Il tenait en outre à bien préciser qu'il n'était pas dans son intention de venir au secours des mauvais payeurs chroniques dont les ressources sont avérées. Le maire de Grigny, commentant la saisie du Tribunal Administratif par le préfet, a tenu à souligner qu'il y a une volonté manifeste, au plus haut niveau de l'Etat, d'empêcher les maires et les élus locaux de faire de la politique et de mettre en oeuvre les programmes municipaux sur la base desquels ils sont élus. En effet, tout se passe comme si, au prétexte de contrôle de légalité, les préfets tentaient de prendre en main la gestion des communes en s'efforçant de cantonner les maires dans un simple rôle administratif, les privant de fait de toutes leurs prérogatives. Quand on sait que la commune est le dernier lieu de résistance en France et le seul lieu d'écoute des citoyens, il y a lieu de se mobiliser pour empêcher toute remise en cause du statut de l'élu local.

### LE CITOYEN

Directeur de la publication :  
Association Le Citoyen.  
Rédacteur en chef : René BALME  
Comité de rédaction : R. Balme,  
C. Chevillard, A. Dartois, C. Goubert,  
J. Pandolfi, D. Royer, G. Richon,  
M. Vaisière, G. Verzier,  
Photographies : Le Citoyen

Imprimerie : Savoy Offset  
Contact : Le Citoyen BP 40027 Grigny  
69520. Tél : infos@le-citoyen.org  
Prix au N° : 1 euro  
Abonnement : 11 N° : 10 euros  
N° ISSN en cours.  
Dépôt légal à parution.  
N° 07, juin 2005.